

# La drôle de crise gouvernementale enfin terminée ?

Tchéquie Le Premier ministre a finalement limogé son ministre des Finances.  
Un gagnant, un perdant ? Pas si simple...

Laure de Charette  
Correspondante en Europe centrale

Il a d'abord donné sa démission, ne supportant plus de travailler avec l'un de ses ministres. Trois jours plus tard, il a finalement déchiré sa lettre quand il a appris que s'il partait, son rival restait ! "Il", c'est Bohuslav Sobotka, le Premier ministre tchèque, en poste depuis 2014. Et son ennemi, c'est son ministre des Finances, Andrej Babiš, un milliardaire très populaire. Ou plutôt son ex-ministre, car il a finalement réussi à le faire limoger. Encore faut-il préciser qu'il a dû attendre treize jours avant de savoir s'il obtiendrait sa tête, car le président de la République, seul capable de jouer les arbitres selon la Constitution, était aux abonnés absents... en Chine.

## Le "Trump tchèque"

Reprenons : tout commence fin avril, lorsque le chef du gouvernement Bohuslav Sobotka somme un beau matin son grand argentier, qui est également son vice-Premier ministre et son partenaire de coalition, de s'expliquer sur la structure de ses biens. Sobotka soupçonne Babiš d'opérations financières frauduleuses, de fraude fiscale et de manipulation des médias. Et il n'est pas le seul à douter de l'honnêteté de Babiš, qui en plus de ses responsabilités politiques, est propriétaire de plus de 250 entreprises, dont deux grands journaux nationaux. Certains médias l'ont baptisé le "Trump tchèque", d'autres le "Berlusconi de Prague".

A 63 ans, il a en commun avec ces deux trublions le bagout - d'origine slovaque, il parle en outre avec un fort accent -, de beaux succès d'affaires et un populisme assumé. Doté selon Forbes d'une fortune de 3,1 milliards d'euros, Andrej Babiš s'est lancé en politique en 2011. Il fonde le mouvement libéral Action des citoyens mécontents (Ano) et prend pour slogan

"Ano, bude lip" ("Oui, ça ira mieux"). Après une campagne centrée sur la lutte contre la corruption, son parti se hisse à la seconde place aux législatives de 2013 et Babiš entre au gouvernement.

## Effet boomerang ?

Mais pourquoi Sobotka jette-t-il soudainement l'opprobre sur Babiš ? Tout simplement parce que les deux hommes se livrent une lutte sans merci en vue des élections législatives, qui doivent se tenir à l'automne prochain. Avec 28,3 % d'intentions de vote selon l'institut Stem, le mouvement de Babiš (Ano) apparaît comme le grand favori, loin devant le parti social-démocrate (CSSD) de Sobotka (16,6 %).

"La campagne électorale commence et Sobotka pense que pointer du doigt les affaires douteuses de Babiš peut être une arme politique puissante", analyse Pavel Sardin, professeur de sciences politiques à l'université Masaryk, à Brno, la deuxième ville du pays. "Mais il sait aussi que cela pourrait lui revenir comme un boomerang et lui faire mal, donc il est prudent". Même son de cloche du côté de "SME", l'un des principaux quotidiens slovaques : "Dès le premier jour de leur mandat gouvernemental qui a commencé en janvier 2014, Sobotka et les sociaux-démocrates savaient à qui ils avaient affaire en la personne de Babiš. Et cela ne dérangeait personne tant que les élections étaient une perspective lointaine et que le gouvernement enchaînait les réussites".

De fait, la Tchéquie a le taux de chômage le plus bas de l'Union européenne (3,2 % en mars 2017), un budget largement bénéficiaire, une dette en baisse et des salaires en hausse. En outre, la coalition au pouvoir bat des records de longévité et affiche le plus grand nombre de succès en quinze ans.

Toujours est-il qu'après des semaines de rebondissements, un nouveau ministre des Finances a été nommé : Ivan Pilný, chef de la Commission économique de la Chambre basse du Parlement. Non sans mal. Car Sobotka a d'abord refusé un à un les candidats que lui soumettait Babiš, qui exigeait, en échange de son départ, que son successeur soit membre de son parti Ano. Pourquoi faire simple ?